



Hugo Chávez et la réforme constitutionnelle

Par [Salim Lamrani](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 30 août 2007

30 août 2007



Le projet de réforme constitutionnel lancé par le président vénézuélien Hugo Chávez le 15 août 2007 a déclenché une hystérie médiatique internationale sans précédent. Pendant plusieurs jours, la presse occidentale s'est concentrée de manière obsessionnelle sur cet évènement, somme toute banal. La proposition prévoit de modifier 33 des 350 articles de la Constitution de 1999 (1), mais les médias se sont uniquement focalisés sur un seul point : l'article 230 et l'abrogation de la limitation des mandats présidentiels actuellement fixés à deux (2). La presse française, entre autres, a immédiatement dénoncé la volonté de Chávez de « *rester au pouvoir* (3) ». Elle a stigmatisé « *la tentation du pouvoir total* » du président vénézuélien qui voudrait « *s'emparer de la place du leader intouchable* (4) ».

Il est à la fois curieux et ironique de voir la presse française s'offusquer de la possibilité de voir Hugo Chávez briguer un troisième mandat alors qu'en France le nombre de mandats présidentiels est constitutionnellement illimité. Ainsi, selon la Constitution française, le président Nicolas Sarkozy peut gouverner durant les trente prochaines années sans aucun problème s'il est réélu. Il en est de même pour des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie ou le Portugal et la plupart des autres nations européennes. Cette réalité n'a jamais suscité la moindre critique de la part des médias occidentaux. Pourquoi ce qui est acceptable en Occident ne le serait pas pour les nations du Tiers-monde ? Les attaques à cet égard exhalent un relent colonialiste inadmissible et illustrent bien la volonté des transnationales de l'information de diaboliser à tout prix le gouvernement démocratique et populaire du président Chávez.

En effet, la réforme vénézuélienne, entièrement légale, ne sera pas adoptée par décret. Elle doit d'abord être largement débattue à travers le pays, ensuite approuvée par les 167 députés de l'Assemblée nationale et enfin soumise à un référendum populaire (5). Bref, le peuple aura le dernier mot. Aucune réforme ne saurait être plus démocratique. De plus, l'actuelle Constitution permet à l'opposition de participer au débat et de formuler des propositions concrètes (6). Mais les détracteurs d'Hugo Chávez n'en ont cure et se sont lancés dans une campagne de désinformation à l'échelle mondiale avec la complicité des médias occidentaux, de la Maison-Blanche et de l'Union européenne (7).

Les opposants ont en effet juré de bloquer la réforme constitutionnelle par tous les moyens, sous prétexte qu'elle constituerait une menace pour la démocratie. Le leader de l'opposition, Manuel Rosales, qui avait participé au coup d'Etat de 2002, a dénoncé un « *coup d'Etat constitutionnel* » et a annoncé qu'il s'opposerait au projet réformateur (8).

Hugo Chávez, quant à lui, a lancé un appel à la population afin de lutter contre la

propagande des médias et de multiplier les débats à l'échelle locale et nationale autour de ce projet (9). Il a également mis en garde contre les tentatives de déstabilisation orchestrées par l'opposition, déjà responsable d'un sanglant coup d'Etat en avril 2002 et d'un désastreux sabotage pétrolier en décembre 2002 (10). « *Les conspirations ont déjà commencé. [...] Je me suis réuni tard dans la nuit avec le ministre du Pouvoir populaire pour la Défense, des membres du haut commandement militaire, le commandant de l'Armée, de la Garde nationale, de la Marine pour évaluer la situation car les messages ont déjà commencé à circuler et à arriver dans les casernes. [...] Derrière cela se trouve la main de la CIA* », a accusé Chávez (11).

Il a enfin réitéré sa conviction que l'opposition serait « *écrasée et pulvérisée* » lors du prochain référendum consultatif sur le Projet de réforme constitutionnelle (12). Un nouveau triomphe de l'homme le plus populaire d'Amérique latine ne fait guère de doute, lui qui a remporté près douze victoires électorales consécutives depuis son élection en 1998. La réforme devrait être approuvée en novembre 2007 par l'Assemblée nationale après trois mois de discussions et de débats (13). Le référendum sera convoqué dans un délai de trente jours suivant l'approbation du projet (14).

Il est à noter également que les médias si prolixes à ce sujet ne se sont guère attardés sur le reste des réformes proposées. En plus de l'annulation de la limitation des mandats qui passeront de six à sept ans, il est prévu d'établir un « *fond de stabilité sociale* » qui garantit aux travailleurs « *les droits fondamentaux tels que les retraites, les pensions, les congés prénataux et postnataux, et autre établis par la loi (15)* ». La durée quotidienne de travail sera limitée à six heures pour un total de 36 heures hebdomadaires. Il sera désormais interdit aux employeurs d'obliger leurs salariés à effectuer des heures supplémentaires. « *L'exploitation des travailleurs* » sera désormais prohibée (16).

De plus, l'autonomie de la Banque centrale sera supprimée afin de permettre d'allouer des subventions aux programmes sociaux. La réforme prévoit également la multiplication de conseils communaux qui joueront un rôle direct dans la prise de décision pour promouvoir une démocratie plus participative. De nouvelles formes de propriétés seront créées et prendront l'aspect de coopératives, sans pour autant éradiquer la propriété privée. Les terres non productives seront distribuées aux paysans. La réforme inscrit « *l'interdiction expresse du latifundio* » dans la Constitution ainsi que la prohibition de tout monopole. « *L'Etat se réserve, pour des raisons de souveraineté, de développement et d'intérêt national l'activité de l'exploitation des hydrocarbures liquides, solides et gazeux* ». Ainsi, il ne sera plus possible de privatiser les ressources naturelles de la nation (17). Toutes ces réformes progressistes ont été entièrement censurées par les médias.

« *Cette ambition d'accumuler de l'argent et des biens de capital est l'une des causes de la perte de l'être humain* », a déclaré Chávez, qui a fait part de sa volonté d'édifier une société plus juste (18). Ainsi, depuis son accession au pouvoir, le président vénézuélien a été à l'origine de réformes sociales spectaculaires qui ont grandement amélioré le niveau de vie de la population. Après avoir repris le contrôle de l'entreprise nationale pétrolière PDVSA et nationalisé les secteurs pétrolier, électrique et de téléphonie, il a éradiqué l'analphabétisme en 2005, distribué trois millions d'hectares de terre aux paysans, universalisé l'accès à l'éducation et à la santé, opéré gratuitement près de 200 000 personnes atteintes de cataractes et autres maladies oculaires, construit en masse des logements pour les plus démunis, subventionné les produits alimentaires de base à hauteur de 40%, augmenté le salaire minimum qui est devenu le plus élevé d'Amérique latine (286 dollars par mois) et diminué la durée de travail hebdomadaire de 44 heures à 36 heures

(19). Aucun gouvernement au monde n'a fait autant en si peu de temps.

Hugo Chávez a étendu son aide aux autres nations américaines. « *Des travailleurs brésiliens ont retrouvé leurs emplois, des fermiers nicaraguayens reçoivent des crédits et des maires boliviens peuvent construire des centres de santé, et tout cela grâce au président Hugo Chávez* », annonce *Associated Press*. Actuellement, le Venezuela offre un soutien financier direct au continent plus important que celui fourni par les Etats-Unis. Pour l'année 2007, Chávez a alloué pas moins de 8,8 milliards de dollars en dons, financements et aide énergétique contre seulement 3 milliards pour l'administration Bush. L'aide octroyée par le gouvernement bolivarien est sans précédent dans l'histoire de l'Amérique latine, si l'on excepte les missions humanitaires de Cuba. Même les citoyens étasuniens, délaissés par leur propre gouvernement, bénéficient également de la politique altruiste du Venezuela en recevant du combustible subventionné (20).

Dès lors, il n'est guère étonnant que le président vénézuélien soit devenu le leader le plus populaire à travers le monde. Prônant l'émancipation des populations constamment humiliées par un ordre économique insoutenable, Chávez a redonné espoir non seulement à son propre peuple, devenu un acteur incontournable de la vie du pays, mais également aux déshérités du reste de la planète qui voient en lui une source d'inspiration. Pour les maîtres du monde, Hugo Chávez est un dangereux exemple, un leader qui refuse leur tutelle et remet en cause leur hégémonie dévastatrice. Voilà pourquoi ils cherchent à le discréditer par tous les moyens avec la veule complicité des médias occidentaux qui, jetant la déontologie journaliste aux oubliettes, n'hésitent aucunement à manipuler la réalité et excellent dans le domaine de la désinformation.

Notes

1 Hugo Chávez Frías, « **Presentación del proyecto de Reforma Constitucional ante la Asamblea Nacional, por parte del presidente Hugo Chávez** », *Agencia Bolivariana de Noticias*, 15 août 2007.

2 *Le Monde*, « Au Venezuela, Hugo Chávez présente sa réforme constitutionnelle », 16 août 2007.

3 *Libération*, « Hugo Chávez veut modifier la Constitution pour rester au pouvoir », 16 août 2007.

4 Stéphanie Schüller, « Chávez - la tentation du pouvoir total », *Radio France International*, 16 août 2007.

5 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Batallones socialistas crearán voluntariado para debatir reforma constitucional », 25 août 2007.

6 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Chávez exhorta arreciar batalla ideológica para frenar campaña contra reforma », 26 août 2007.

7 Christopher Toothaker, « Ex mentor de Chávez rechaza su reforma », *Associated Press*, 22 août 2007.

8 Fabiola Sanchez, « Opositores a Chávez lucharán contra reforma constitucional », *Associated Press*, 17 août 2007.

9 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Carta Magna garantiza a la oposición hacer propuestas sobre reforma ante la AN », 25 août 2007.

10 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Reforma constitucional profundizará la Revolución Bolivariana », 25 août 2007 ; *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Chávez denuncia que comenzó conspiración contra Reforma Constitucional », 19 août 2007.

11 *The Associated Press*, « Chávez acusa a opositores de conspirar en su contra », 20 août 2007.

12 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Oposición será aplastada en próximo referendo sobre la reforma », 25 août 2007.

13 *The Associated Press*, « Congreso venezolano espera aprobar pronto reforma constitucional », 23 août 2007 ; *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Todos los sectores del país analizarán Proyecto de Reforma Constitucional », 23 août 2007.

14 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « CNE convocará a referendo tras aprobación del proyecto por la Asamblea Nacional », 23 août 2007 ; *Agencia Bolivariana de Noticias*, « CNE trabaja en el diseño del referendo constitucional », 22 août 2007.

15 Hugo Chávez Frías, « **Presentación del proyecto de Reforma Constitucional ante la Asamblea Nacional, por parte del presidente Hugo Chávez** », *op. cit.* ; *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Gobierno nacional trabaja en reivindicación del derecho a la pensión », 22 août 2007 ; Pascual Serrano, « El golpe de Estado de Chávez », *Rebelión*, 17 août 2007.

16 Hugo Chávez Frías, « **Presentación del proyecto de Reforma Constitucional ante la Asamblea Nacional, por parte del presidente Hugo Chávez** », *op. cit.* ; *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Rivero : Nueva jornada laboral planteará horarios de mutuo acuerdo », 22 août 2007 ; Pascual Serrano, « El golpe de Estado de Chávez », *op. cit.*

17 *Ibid.*

18 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Chávez destacó moral socialista como base de nuevo modelo de país », 20 août 2007.

19 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Venezuela con el salario mínimo más alto de Latinoamérica », 20 avril 2007 ; Ignacio Ramonet, « Hugo Chávez », *Le Monde Diplomatique*, août 2007, p. 1.

20 Natalie Obiko Pearson & Ian James, « Exclusiva AP : Venezuela ofrece miles de millones a Latinoamérica », *Associated Press*, 26 août 2007 ; *The Associated Press*, « Ayuda venezolana a Latinoamérica y el Caribe en el 2007 », 26 août 2007.

Salim Lamrani est enseignant, écrivain et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a notamment publié *Washington contre Cuba* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005), *Cuba face à l'Empire* (Genève : Timeli, 2006) et *Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2006).

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca